

Pôle Territorial du Cœur Entre-deux-Mers
Débat d'orientations budgétaires - Année 2023
Comité syndical du 23 février 2023

Cher Collègue, Chère Collègue,

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'un débat ait lieu au sein du Comité syndical pour définir les orientations du budget de notre établissement public dans les deux mois qui précèdent son adoption (Articles : L. 2312-1, et de l'article L. 5711-1 à l'article L. 5211-36 du CGCT pour les syndicats mixtes fermés).

Les Vice-Présidents et moi-même avons le plaisir de vous présenter le document du débat d'orientations budgétaires pour l'année 2023.

Sommaire :

Le contexte général.....	p.2
Les actions 2023 du Pôle Territorial présentées par service	p.3
Les grandes orientations de la politique budgétaire 2023.....	p.9
1. Le budget principal du Pôle Territorial	
2. Le budget annexe Espace Droit des Sols	

Le contexte général

- **Au 1^{er} janvier 2023, le Pôle Territorial** compte 5 communautés de communes et 90 communes représentant 106 682 habitants.
- **Le Pôle est porteur de 5 services mutualisés :**



2023, les rendez-vous structurants :

Le début du programme 2021-2027 Fonds Européens territoriaux

Le lancement du nouveau contrat de territoire avec la Région 2023-2025

Le démarrage de l'Action Collective de Proximité (ACP) 2023-2024 pour les entreprises, avec un accent particulier sur la transformation numérique des entreprises

La première année de la mission transition écologique - Contrat d'Objectifs Territorial avec l'ADEME 2023-2026

Signature de la convention de coopération entre Bordeaux Métropole et le territoire du Cœur Entre-deux-Mers

Les actions 2023 du Pôle Territorial présentées par service



PÔLE TERRITORIAL
CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
ESPACE INFO
ENTREPRENDRE

FOCUS

180 porteurs de projets accompagnés par an en moyenne
4 projets économiques collectifs en cours d'accompagnement
250 boutiques actives sur Ma Ville Mon Shopping

Principaux postes de dépenses :

- Personnel (2.1 ETP) : conseillère en entreprises, conseiller numérique, assistante administrative
- Base de données mutualisée des entreprises (AGDE)
- ACP : bilans conseil réalisés par un prestataire, outils de communication
- Outil mutualisé « mavillemonshopping », outils de communication associés
- Stratégie économique : prestataire
- Adhésion Initiative Gironde
- Frais de déplacement

Vice-Président référent : Bernard PAGÈS

Offre de service Création, développement, cession, reprise d'entreprises

Accompagnement, conseil de l'idée au projet
Accompagnement, conseil à la création et reprise d'entreprise
Accompagnement, conseil au développement commercial de l'entreprise
Accompagnement à la recherche de financements publics (Rebond33 du Département, Fonds Régionaux...)
Accompagnement aux projets économiques collectifs (tiers-lieux, coworking...)
Réalisation d'une stratégie économique pour le territoire du Cœur Entre-deux-Mers

Nouveautés

Lancement d'une ACP en mai 2023

Offre de service Accompagnement numérique des entreprises

Accompagnement individuel et collectif aux nouveaux outils numériques
Accompagnement de projets structurants
Pilotage, animation et promotion de la market place « Ma Ville Mon Shopping »
Animation du réseau pro. des acteurs du numérique du Cœur Entre-deux-Mers

Nouveautés

Déploiement des ateliers collectifs numériques
Pilotage de projets structurants avec les collectivités (annuaire des entreprises, B@stides connectées ...)



FOCUS

30 communes adhérentes à l'Observatoire du foncier agricole

4 communes bénéficient en plus d'un appui à la révision de leur PLU

46 familles engagées sur le Défi Foyers année 1

20 cantines engagées dans le réseau professionnel du territoire

1 Réseau des jardins partagés

Principaux postes de dépenses :

- Personnel (2 ETP) : coordinatrice du PAT et chargée de mission foncier agricole + 2 stagiaires
- Base de données Sintia - agriculteurs et logiciel métier
- Fiches thématiques sur le foncier agricole
- Convention Agrobio Gironde, intervenants externes pour le Défi Foyers, outils de communication
- Prestataires en conseil et formation pour la restauration collective
- Les dépenses liées à la fête de l'alimentation seront à affiner courant 2023
- Outils de communication « Tous aux jardins ! »
- Frais de déplacement

Vice-Présidents référents : José MARTIN et Frédéric MAULUN

Offre de service Observatoire du foncier agricole

Identification du parcellaire et des propriétaires

Enquêtes auprès des propriétaires fonciers

Animation de l'offre et de la demande en foncier

Mise en relations avec les partenaires (Chambre d'Agriculture, Safer, ...) et accompagnement pour l'étude du potentiel d'exploitation, évaluation de la valeur des biens et possibilité de stockage du foncier agricole en lien avec les partenaires

Nouveautés

Accueil de nouvelles communes volontaires

Mise en place d'un suivi auprès des communes dont l'étude du foncier est terminée

Création de fiches thématiques sur le foncier agricole



Offre de service Sensibilisation au bien manger bien produire

Organisation de Défi Alimentation Positive - 2^e édition - sur les Cdc des Rives de la Laurence et Les Coteaux Bordelais

Animation du Réseau Professionnel #Bien Manger dans ma cantine - lutte contre le gaspillage alimentaire en partenariat avec le SEMOCTOM

Soutien aux jardins collectifs - Événement Tous aux Jardins ! – 3^e édition

Mise à jour de la carte des producteurs

Nouveauté

Organisation des « Journées de l'agriculture et de l'alimentation »



FOCUS

48 communes adhérentes
Dont **4 communes** adhérentes hors territoire du Pôle
1781 actes traités en 2022
138€ prix facturé pour l'instruction d'un acte (PC)

Principaux postes de dépenses :

- Personnel (4.5 ETP) : responsable de service qui instruit plusieurs communes et appuie les communes et Cdc en matière de règlement d'urbanisme, 2 instructeurs (dont un qui forme les communes à la dématérialisation), 1 instructeur en formation ; un ½ temps à recruter et un stage
- Frais de maintenance du logiciel d'instruction et de dématérialisation
- Frais de déplacement

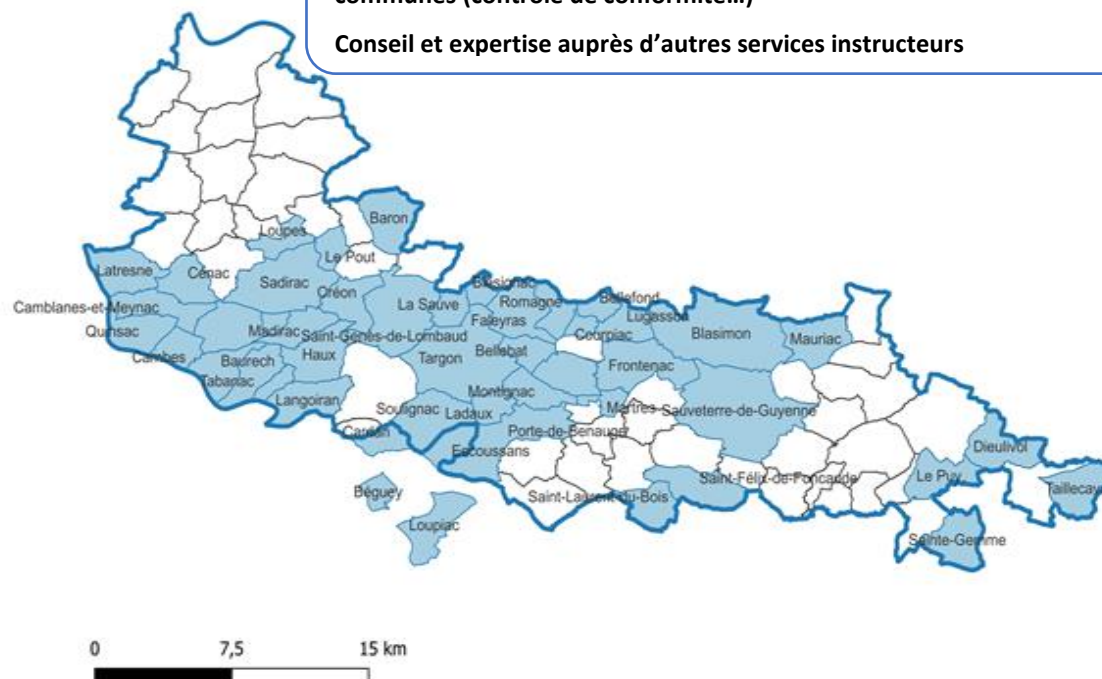
Vice-Président référent : Frédéric MAULUN

Offre de service

Instruction des actes d'urbanisme pour le compte de communes
Assistance, conseil aux communes pour l'élaboration de leurs documents réglementaires d'urbanisme
Veille juridique, réunions d'actualités techniques et juridiques
Formation et mise en place de la dématérialisation des actes auprès des communes

Nouveautés

Création d'une nouvelle offre de service post instruction auprès des communes (contrôle de conformité...)
Conseil et expertise auprès d'autres services instructeurs





PÔLE TERRITORIAL
CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
ESPACE COOPÉRATIONS
& FINANCEMENTS

FOCUS

5 contrats financiers ou de coopération signés par le Pôle pour ses 5 communautés de communes

3.1 millions d'euros de fonds européens territoriaux pour 2023-2027

350 00 euros de fonds de l'ADEME pour les actions des PCAET 2023-2026

Principaux postes de dépenses :

- Personnel : animation et gestion fonds Europe (1.5 ETP) ; animation ADEME (1 ETP) ; animation des autres contrats (0.5 ETP)
- Adhésion : association Leader France
- Actions mutualisées (à préciser - contrat ADEME)
- Frais de déplacement



PRÉFET
DE LA GIRONDE

Vice-Président et Elus référents : Bernard PAGÈS, Alain MONGET, Céline BAGOLLE

Offre de service **Fonds Européens territoriaux**



Etude d'éligibilité du projet
Mise en relation avec d'autres structures locales
Aide au porteur de projet à la présentation de son projet en comité de sélection
Recherche de co-financements
Assistance au montage du dossier administratif

Nouveauté

Démarrage du programme 2023-2027

Offre de service **pour les autres contractualisations**

Pilotage du contrat de coopération avec Bordeaux Métropole

Pilotage des contractualisations pour le compte des 5 communautés de communes : Région 2023-2025, Etat CRTE 2021-2026

Nouveautés

Démarrage du contrat avec l'ADEME 2023-2026

Validation de la coopération avec Bordeaux Métropole et les Cdc, mise en œuvre d'actions





FOCUS

1 conférence des Maires par an - 80 participants en moyenne

20 idées d'actions priorisées par les communautés de communes dans la feuille de route du territoire Ambition 2030

Offre de service

Pilotage et animation du projet de territoire
Pilotage et animation d'études thématiques
Organisation de la conférence annuelle des Maires

Nouveauté

Organisation d'un temps d'échanges sur la rénovation énergétique des bâtiments publics

Principaux postes de dépenses :

- Personnel (0.2 ETP) : direction, chargée de communication
- Conférence des maires (animation)
- Frais de déplacement
- Adhésions : AMG et ANPP-territoires de projet

CŒUR ENTRE-DEUX-MERS
ambition 
2030 Semer le présent
pour nourrir l'avenir

FOCUS

7 comités syndicaux et 8 bureaux

4 rencontres des Présidents Pôle – Communautés de communes

14 500 km parcourus par les chargés de mission en 2022

30 jours de formation effectués par l'équipe

Principaux postes de dépenses :

- Personnel (2.1 ETP) : direction, chargée de communication, secrétariat, gestionnaire
- Outils de communication : rapport d'activités, flyers, vidéos...
- Logiciels métiers
- Frais de déplacement
- Prestataire pour la réalisation d'un site internet

Fonctions support

Gestions administrative, ressources humaines, financière du Pôle

Accueil du public

Réalisation d'actions récurrentes pour promouvoir les services du Pôle : rapport d'activités, site internet, réseaux sociaux, relations presse...

Nouveauté

Mise en ligne d'un nouveau site internet davantage tourné vers l'offre de service du Pôle



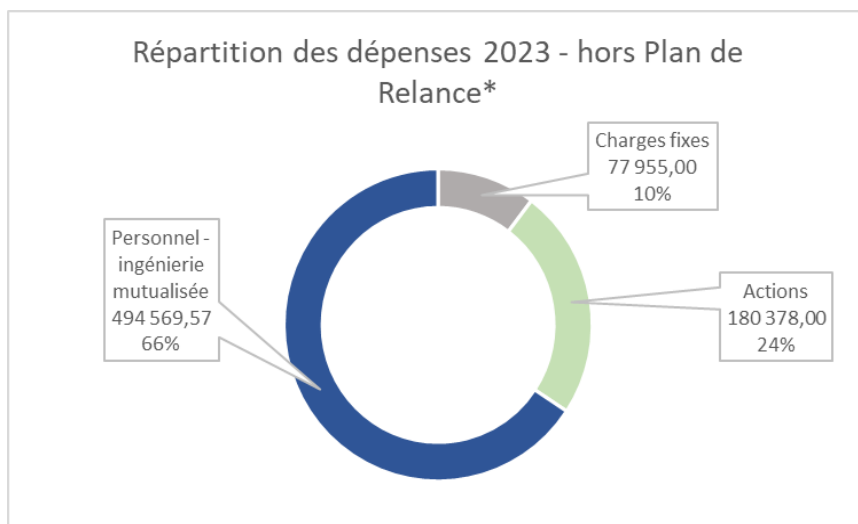
Les grandes orientations de la politique budgétaire 2023

Les orientations pour 2023 seront présentées en 2 parties :

1. Le budget principal du Pôle Territorial
2. Le budget annexe Espace Droit des Sols (EDS)

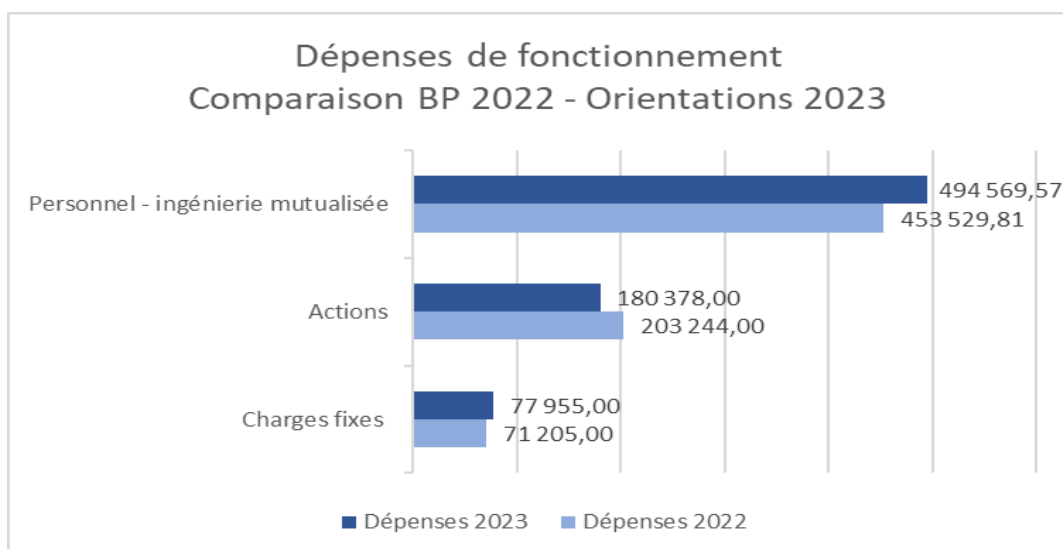
1. Le budget principal du Pôle Territorial

Les dépenses de fonctionnement 2023



*Dans le cadre du plan de Relance, le Pôle sert de "boîte aux lettres" pour 2 porteurs de projet liés au Programme Alimentaire Territorial. Le montant correspondant est inscrit au budget du Pôle en dépenses et en recettes mais n'est pas représenté sur le graphique.

La présentation ci-contre montre une vision la plus juste possible des postes de dépenses liés à ses services mutualisés : 66% d'ingénierie et 24% d'actions, ainsi que la part des charges fixes (10%).



Les principales évolutions correspondent :

- A l'évolution de la masse salariale liée notamment à :

Au recrutement d'un chargé de mission transition écologique financé à 100% par l'ADEME
A l'augmentation de 3,5 % de l'indice de rémunération pris en compte sur 12 mois

A noter : 10 agents animent les services du Pôle Territorial (soit 9.7 ETP). Quatre personnes en stage pour appuyer la mise en place des actions.

- Aux actions prévues en 2023 présentées en première partie :

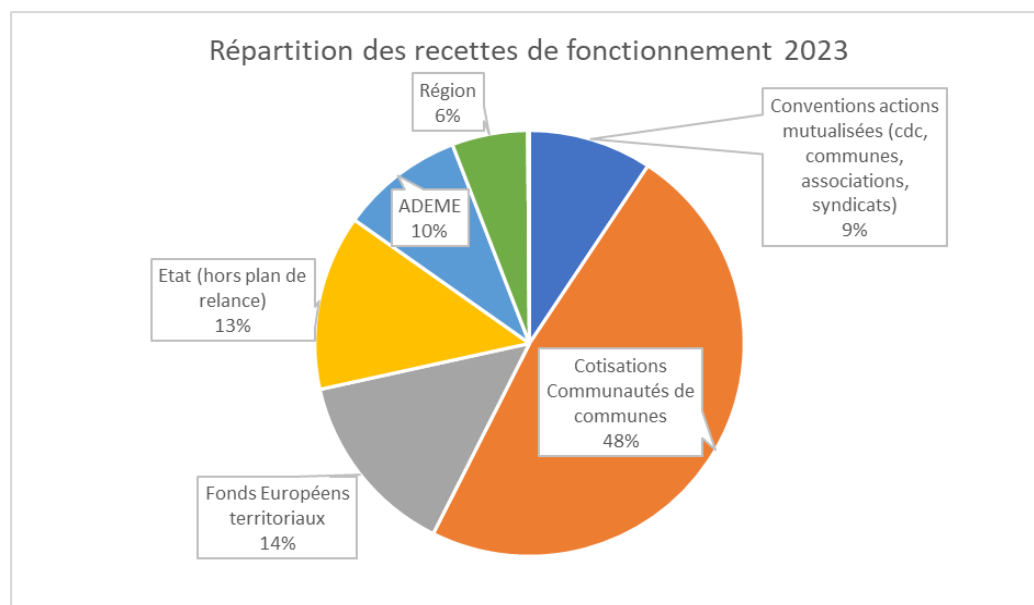
les actions mutualisées portées par le Pôle sont cofinancées (Europe, Etat, Région, Département) à hauteur de **70%**.

- l'ACP – Action Collective de Proximité, pour laquelle un prestataire réalisera des bilans conseils (prévisionnel de dépenses de 48 000 euros)
- la stratégie de développement économique du territoire (finalisation - 11 000 euros)
- la 2^e édition du Défi Alimentation Positive (8 000 euros) et la 3^e édition de Tous aux Jardins !
- la clôture des prestations mutualisées pour la restauration collective (20 000 euros)
- la mise en place d'une fête de l'agriculture et de l'alimentation (sous réserve 5 000 euros)
- l'identification d'action des Cdc en matière de transition écologique (contrat avec l'ADEME - 20 000 euros)
- les frais de déplacement (10 000 euros), frais postaux et de télécommunication (14 000 euros) liés aux services
- Logiciels mutualisés et site internet : AGDE entreprises, Maville mon shopping, Sintia agriculteurs (31 000 euros)

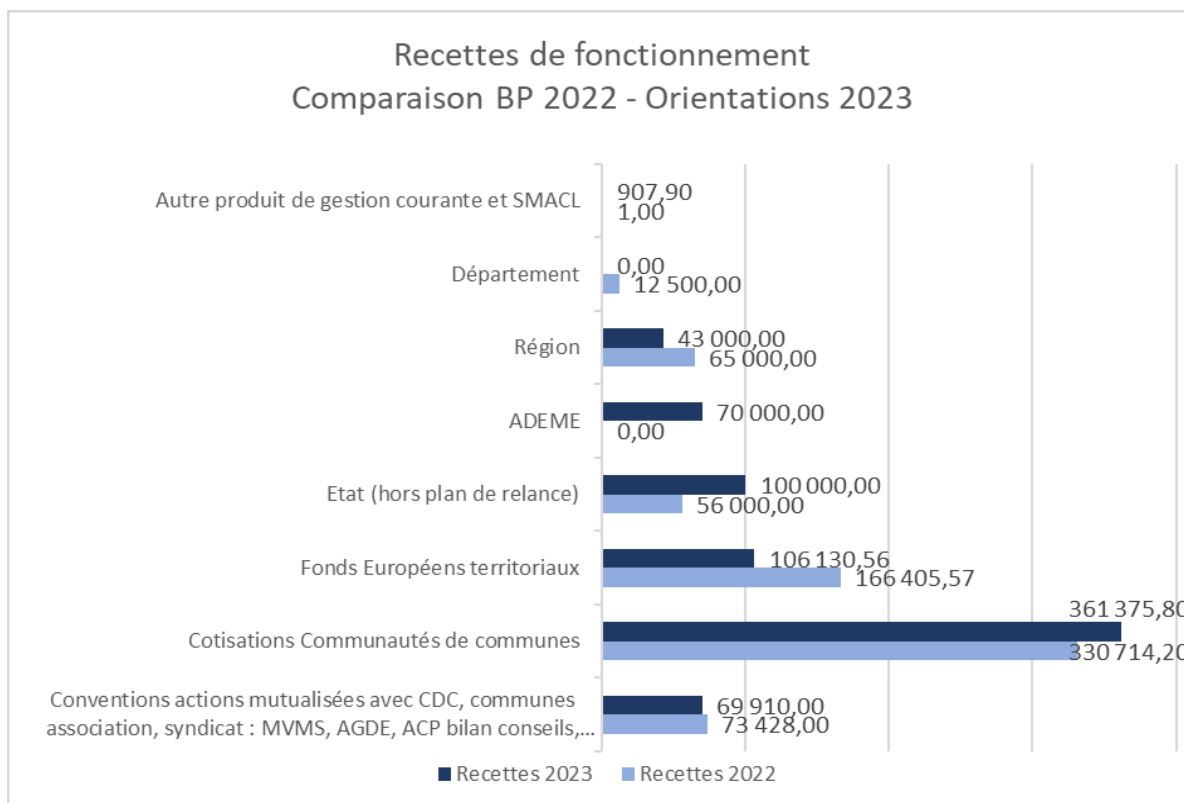
A noter : en 2022, les agents du Pôle ont parcouru sur le territoire 14 500 km.

- A l'évolution des charges fixes : liée notamment à l'augmentation du coût de l'électricité et le besoin en fournitures administratives (3000 euros), frais entretiens des locaux (2000 euros)

Les recettes de fonctionnement 2023



Rappel : De manière symétrique à ce qui a été présenté supra pour les dépenses, le plan de relance affecte les recettes du Pôle en 2022 et 2023. Elles ne sont pas représentées sur le graphique ci-dessus.



Les principales évolutions correspondent :

- A la variation des subventions appelées ou non chaque année en fonction des actions mutualisées à mener et de l'ingénierie mobilisée.

Chaque partenaire financier ayant ses champs d'intervention, par exemple :

Foncier agricole : Région.

Défi Alimentation Positive, restauration collective - bien manger dans ma cantine : Etat et Leader

Appui au développement des entreprises et transition numérique des entreprises : Région, Leader

La Région via son nouveau contrat 2023-2025 finance une part de 2 ETP de chargés de mission. Ce nouveau contrat est notamment marqué par la diminution des subventions allouées à l'ingénierie (12 500 euros de perte par an).

L'ADEME, via son contrat 2023-2026 finance le poste de chargé de mission transition écologique à hauteur de 100% et une partie des actions mutualisées.

Les Fonds Européens territoriaux financent l'ingénierie dédiée (1.5 ETP) et certaines actions portées par le Pôle.

- A la mise en place de conventions avec les communes, Communautés de communes, SEMOCTOM, **afin de répartir les coûts de certaines actions mutualisées** : mavillemonshopping, AGDE, prestataires restauration collective, bilans conseil de l'Action Collective de Proximité.

- A l'évolution des cotisations des 5 communautés de communes, étudiée avec les Présidents des 5 communautés de communes dès décembre 2022. Après 3 années de stabilisation de la cotisation, le Pôle a dû proposer une hausse des cotisations afin de faire face à une baisse des dotations de la Région (12 500 euros), une hausse nationale des rémunérations +3.5% (environ 12 5000 euros), une hausse des fluides et autres abonnements. Le Pôle a ajusté au mieux quant à lui ses dépenses.

La cotisation proposée pour 2023 est de 3,40 euros par habitant. Elle représente 48% des recettes de fonctionnement du Pôle.

Tableau des cotisations 2023 des communautés de communes (3,40 euros par habitant)

	Population 2023	Ecart population 2022/2023	Cotisation 2023 3,40€/hab.	Ecart de cotisation 2022-2023
CDC des Rives de la Laurence	28 559	8	97 100,60	8 592,50
CDC des Portes de l'Entre-deux Mers	21 971	-196	74 701,40	5 983,70
CDC Les Coteaux Bordelais	21 207	204	72 103,80	6 994,50
CDC du Créonnais	18 096	-45	61 526,40	5 289,30
CDC Rurales de l'Entre-deux-Mers	16 454	-366	55 943,60	3 801,60
TOTAL GENERAL	106 287	-395	361 375,80	30 661,60

SYNTHESE DES DEPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2023

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2023 :

	Budget 2022	Orientation budgétaires 2023
Charges fixes	71 205,00	77 955,00
Actions	203 244,00	180 378,00
Personnel - ingénierie mutualisée	453 529,81	494 956,00
Plan de relance	437 000,00	321 515,50
Dépenses de fonctionnement	1 164 978,81	1 074 804,50

RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2023 :

	Budget 2022	Orientation budgétaires 2023
Conventions actions mutualisées avec Cdc, communes association, syndicat	73 428,00	69 910,00
Cotisations Communautés de communes	330 714,20	361 375,80
Fonds Européens territoriaux	166 405,57	106 130,56
Etat (hors plan de relance)	56 000,00	100 000,00
ADEME	0,00	70 000,00
Région	65 000,00	43 000,00
Département	12 500,00	0,00
Autre produit de gestion courante et SMACL	1,00	907,90
Recettes hors plan de relance et report	704 048,77	751 324,26
Etat Plan de relance	327 750,00	321 515,50
Report	133 180,04	1 964,74
Recettes de fonctionnement	1 164 978,81	1 074 804,50

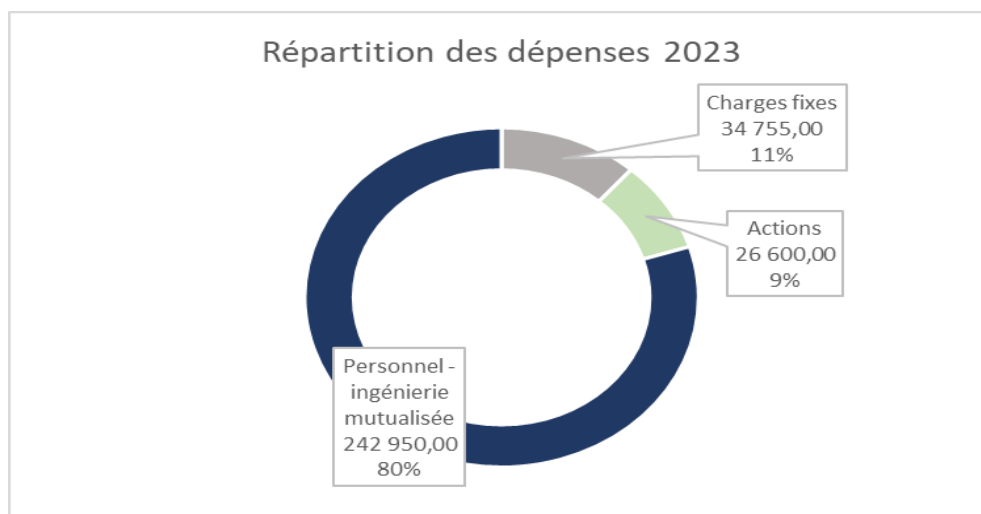
Les dépenses et recettes d'investissement 2023

Les dépenses d'investissement du Pôle, soit 19 637,40 euros, seront consacrées en 2023 à la finalisation du site internet du Pôle dédié à l'offre de service proposée par le Pôle aux acteurs économiques et aux collectivités, à l'achat de matériel informatique et autres équipements.

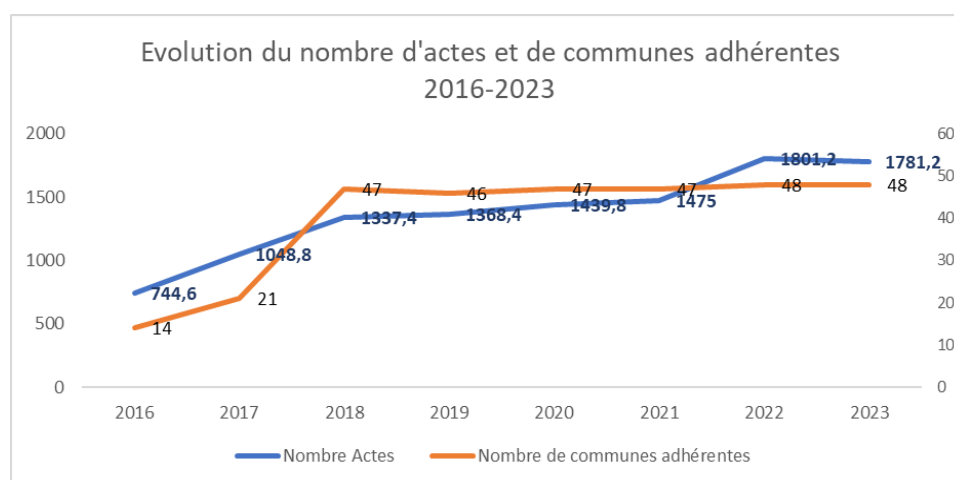
Les recettes d'investissement sont liées aux amortissements.

2. Le budget annexe Espace Droit des Sols (EDS)

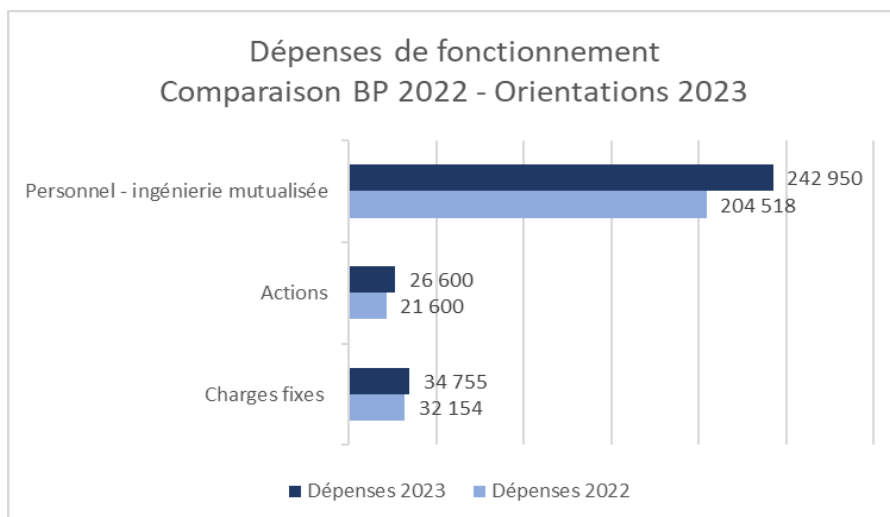
Les dépenses de fonctionnement 2023



Tout comme pour le budget principal, la répartition des dépenses du budget annexe montre l'importance de la fonction du Pôle : apporter aux communes une ingénierie mutualisée.



2023 est marquée d'une part, par la stabilisation du nombre d'actes à instruire et d'autre part, par l'identification de besoins en services complémentaires. Une offre de service nouvelle sera progressivement mise en place en 2023.



Les principales évolutions correspondent :

- A l'évolution de la masse salariale :

Par la mise en place de services complémentaires proposés aux communes et Communautés de communes. Ce service a été identifié et estimé financièrement suite à une enquête de besoins auprès des communes adhérentes.

Il s'agira notamment de la **réalisation de contrôles de conformité des travaux pour les communes qui le souhaitent**.

Une convention spécifique sera établie. Ce service sera payé à l'acte.

En 2023, le service comptera 4 agents (4 ETP) + un demi poste supplémentaire (0.5 ETP) pour la réalisation de nouveaux services qui seront proposés aux communes volontaires. Un stage pourra également renforcer le service.

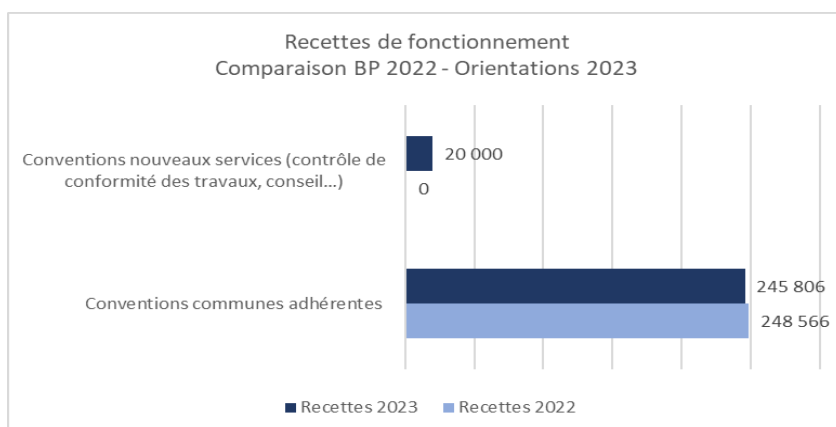
Par l'augmentation nationale de 3,5 % de la rémunération sur 12 mois. Une augmentation des charges est également incluse.

- A l'évolution des charges fixes : liée notamment à l'augmentation du besoin en fournitures administrative et au réajustement de certaines charges de fonctionnement.

- Aux actions prévues : augmentation des frais de déplacement liée à l'instruction des actes, la maintenance des logiciels utilisés.

Les recettes de fonctionnement 2023

En 2023, le coût d'instruction d'un permis de construire reste à 138 euros.



Comme indiqué dans l'onglet dépenses de fonctionnement, le coût des nouveaux services sera uniquement financé par les communes et Communautés de communes volontaires.

A noter : pour la majorité des services instructeurs de Gironde, un permis de construire coûte à minima 150 euros.

Tarification du nouveau service :

CONTROLE DE CONFORMITÉ DES TRAVAUX – COUT à l'ACTE	
Permis de Construire ou Déclaration Préalable maison individuelle , instruit par EDS	90 €
Permis de Construire ou Permis d'Aménager ERP collectif instruit par EDS	170 €
Permis de Construire ou Déclaration Préalable maison individuelle , non instruit par EDS	190 €
Permis de Construire ou Permis d'Aménager ERP collectif non instruit par EDS	270 €

SYNTHESE DES DEPENSES ET RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2023

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2023 :

	Budget 2022	Orientation budgétaires 2023
Charges fixes	32 154,00	34 755,00
Actions	21 600,00	26 600,00
Personnel - ingénierie mutualisée	204 518,42	242 950,00
Dépenses de fonctionnement	258 272,42	304 305,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2023 :

	Budget 2022	Orientation budgétaires 2023
Conventions communes adhérentes	248 565,60	245 806,00
Conventions nouveaux services (contrôle de conformité des travaux, conseil...)	0,00	20 000,00
Amortissements	0,00	1 536,00
Report	9 706,82	36 963,00
Recettes de fonctionnement	258 272,42	304 305,00

Les dépenses et recettes d'investissement 2023

Les dépenses d'investissement, soit 17 790,12 euros, seront consacrées en 2023 à l'achat de matériel selon le besoin (ordinateurs, étagères...).

Les recettes d'investissement sont liées aux amortissements.

Conclusion générale :

2023 se traduit par la poursuite du déploiement de l'offre de services du Pôle, le développement de nouvelles actions mutualisées, de nouveaux contrats financiers et de coopération.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-200049682-20230223-02-2023-DE

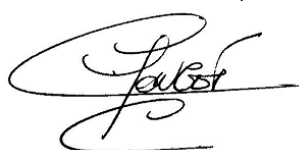
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/03/2023

Affichage : 03/03/2023

Pour l'autorité compétente par délégation

Le Président,



Alain MONGET

